

LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA CNT. PROTAGONISTES DES BARRICADES DE BARCELONE EN JUILLET 36 ET EN MAI 37

Introduction

La thèse fondamentale du livre *Barricades à Barcelone* affirme que l'idéologie d'unité antifasciste a conduit la CNT à accepter le programme politique de la bourgeoisie républicaine et par conséquent à collaborer avec l'État capitaliste, en ayant pour seul objectif celui de gagner la guerre contre le fascisme, en renonçant au préalable à tout programme révolutionnaire.

La situation révolutionnaire en juillet 36 se caractérisait par un pouvoir atomisé en multiples comités révolutionnaires, qui fut asphyxié par le Comité Central des Milices (CCMA), qui ne fut qu'un organisme de collaboration de classes, et qui a vu le jour parce que la CNT a renoncé à prendre le pouvoir.

L'idéologie antifasciste et la participation de la CNT au pouvoir à divers niveaux, responsabilités municipales, ministères de la Généralitat (gouvernement autonome de Catalogne) et même ministères du gouvernement central, ont créé une bureaucratie de comités supérieurs, ayant des intérêts distincts et opposés à ceux des comités révolutionnaires qui s'étaient créés dans les quartiers de Barcelone. Alors que pour les comités supérieurs tout dépendait de la victoire militaire sur le fascisme, les comités de quartier continuaient à faire ondoyer le drapeau du programme de la révolution ouvrière.

Le processus d'**institutionnalisation** de ces comités supérieurs de la CNT-FAI en a fait des serviteurs de l'État qui considéraient les comités révolutionnaires de quartier comme leurs pires ennemis. La thèse naïve et simpliste qui divise les leaders anarcho-sindicalistes en traîtres et en héros, comme si la masse militante était amorphe et sans volonté, n'explique rien. L'affrontement entre les comités supérieurs et les comités révolutionnaires a été un chapitre de plus de la lutte de classes, qui a été sur le point de se terminer par une scission, que la répression **sélective** stalinienne a finalement résolue par l'anéantissement des révolutionnaires et l'intégration des comités supérieurs dans l'appareil de l'État.

Dans le livre *Les Comités de Défense de la CNT**, j'essaie d'expliquer ce qu'étaient ces comités de défense, comment ils ont vaincu l'armée dans les rues de Barcelone les 19 et 20 juillet, comment ils se sont transformés en comités révolutionnaires, comment ils se sont affrontés aux comités supérieurs libertaires, comment ils se sont affrontés au stalinisme en mai 1937. J'essaie également d'expliquer leur évolution postérieure jusqu'à leur dissolution définitive.

Qu'était un Comité de défense (CD) ?

Les comités de défense étaient l'organisation militaire clandestine de la CNT, financés par les syndicats de la CNT et leur action était assujettie à ces derniers.

En octobre 1934, le Comité National des Comités de Défense a abandonné la vieille tactique des groupes d'actions pour une préparation révolutionnaire sérieuse et méthodique. Il a élaboré un rapport où il affirmait :

“Il n'y a pas de révolution sans préparation. Il faut en finir avec le préjugé des improvisations. Cette erreur, qui est de croire en l'instinct créateur des masses, nous a coûté très cher. On n'obtient pas, comme par génération spontanée, les moyens de guerre nécessaires pour combattre un État qui a de l'expérience, qui est fortement armé et qui a une plus grande capacité offensive et défensive”.

Le groupe de défense de base devait être constitué de peu de personnes, pour faciliter la clandestinité. Il devait être formé de six militants ayant des fonctions spécifiques :

- . Un secrétaire, chargé du contact avec d'autres groupes de défense, de la création de nouveaux groupes et de l'élaboration des rapports.
- . Un deuxième militant chargé d'enquêter sur les personnes, d'évaluer le danger des ennemis, tout particulièrement des curés, des militaires et des pistoleros du patronat.
- . Un troisième militant se chargeait de repérer les bâtiments, de tracer des plans et d'élaborer des statistiques.
- . Un quatrième militant étudiait les points stratégiques et tactiques de la lutte dans les rues.
- . Un cinquième se consacrait à l'étude des services publics : électricité, eau, gaz, égouts.
- . Et un sixième militant était chargé de trouver des armes, de l'argent et du ravitaillement.

Six était un nombre idéal, mais certains membres pouvaient s'y rajouter pour accomplir des tâches “relativement importantes”. La clandestinité devait être absolue. C'étaient les noyaux de base d'une armée révolutionnaire, capable de mobiliser des groupes secondaires plus nombreux, et ces derniers de mobiliser le peuple dans son ensemble.

Le cadre où chaque groupe de défense devait agir était bien délimité dans chaque quartier et signalée sur un plan de la ville. Le Comité de défense du quartier coordonnait tous ces cadres de défense et recevait un rapport mensuel de chaque secrétaire de groupe.

L'organisation des comités de défense à l'échelle régionale et nationale comprenait entre autres les secteurs de travailleurs des chemins de fer, les conducteurs d'autocar, les travailleurs de la compagnie téléphonique et du télégraphe, les facteurs et enfin, tous ceux qui, par les caractéristiques de leur profession ou organisation, sont présents au niveau national, en soulignant l'importance des communications dans une insurrection révolutionnaire. **Une attention toute spéciale était donnée au travail d'infiltration et de propagande pour gagner des sympathisants dans les casernes.**

Les comités de défense avaient deux fonctions essentielles : les armes et l'intendance, dans le sens le plus large.

Les Comités de Défense pouvaient être considérés comme la continuité, la réorganisation et l'extension des groupes d'action et d'auto-défense armée des années du pistolérisme (1917-1923).

3. Comment est-on passé des groupes d'action aux comités de défense ?

Les groupes anarchistes Indomables (indomptables), Nervio (Nerf), Nosotros (Nous), Tierra libre (Terre libre) et Germen (Germe), ont fondé à Barcelone le Comité Local de Préparation Révolutionnaire **en janvier 1935** à la réunion plénière de la Fédération des Groupes Anarchistes de Barcelone.

Dans un contexte historique vraiment effrayant, la montée du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, du stalinisme dans la soi-disant Union Soviétique, de la dépression économique avec un chômage massif et permanent aux États-Unis et en Europe, le rapport élaboré à cette réunion plénière présentait l'espoir du prolétariat révolutionnaire.

Ce rapport disait : *« Face à la faillite universelle des idées, des partis, des systèmes, il ne reste que le prolétariat révolutionnaire avec son programme de réorganisation des bases du travail, de la réalité économique et sociale et de la solidarité ».*

Ce rapport critiquait la vieille tactique de la gymnastique révolutionnaire (LE FAIT DE S'ENTRAÎNER À LA PRATIQUE INSURRECTIONNELLE) et les insurrections improvisées de janvier et de décembre 1933 de cette façon :

« La révolution sociale ne peut être interprétée comme un coup audacieux, dans le style des coups d'État du jacobinisme, elle sera la conséquence et le résultat du dénouement d'une guerre civile inévitable et dont on ne peut prévoir la durée ».

18 mois avant le 19 juillet, la préparation révolutionnaire en vue d'une longue guerre civile devait faire face à de nouveaux défis, impensables pour la vieille tactique des groupes de choc. Le rapport disait :

« Comme il est impossible de disposer à l'avance des stocks d'armes nécessaires à une lutte soutenue, il faut que le Comité de Préparation étudie la façon de transformer, dans certaines zones stratégiques, les industries [...] en industries pouvant fournir du matériel de combat pour la révolution ».

Là est l'origine de la Commission des industries de guerre, constituée le 7 août 1936 et qui a constitué, du néant le plus absolu, une puissante industrie de guerre grâce aux efforts des travailleurs coordonnés par les militants de la CNT Eugenio Vallejo, travailleur de la métallurgie, Manuel Martí, du syndicat du secteur chimique et Mariano Martín, même si plus tard ce sont des politiciens bourgeois comme Josep Tarradellas qui s'en sont appropriés le succès.

Des groupes d'action et de choc d'avant 1934, pratiquant la gymnastique révolutionnaire, on était passé à la formation de **comités d'information et de combat, considérés comme les cellules de base d'une armée révolutionnaire capable de vaincre l'armée et de mener une guerre civile.**

4. Les anarchistes pouvaient-ils prendre le pouvoir ?

Au cours des six premiers mois de 1936, le groupe Nosotros s'est affronté aux autres groupes de la FAI en Catalogne dans des débats très durs sur deux conceptions fondamentales, à un moment où l'on savait pertinemment que les militaires se préparaient à un coup d'État sanglant. Ces deux concepts étaient « la prise du pouvoir » et « l'armée révolutionnaire ». Le pragmatisme du groupe Nosotros, plus préoccupé par les techniques insurrectionnelles que par les tabous, se heurtait de plein front aux préjugés idéologiques des autres groupes de la FAI, c'est-à-dire qu'il se heurtait au refus de ce que ces groupes qualifiaient de « dictature anarchiste » et il se heurtait à leur profond antimilitarisme, **eux qui subordonnaient tout à la spontanéité créative des travailleurs.**

Ce net rejet des « pratiques anarcho-bolcheviques » du groupe Nosotros s'est largement reflété dans la revue *Más Lejos (Plus Loin)* qui publia les réponses à une enquête qu'elle avait réalisée dans son premier numéro, en avril 1936, et où les lecteurs devaient répondre à deux questions sur l'acceptation ou le refus de l'abstentionnisme électoral et à une troisième

question sur la prise du pouvoir ainsi formulée : « *Les anarchistes peuvent-ils, suivant les circonstances, et en faisant fi du moindre scrupule, se disposer à la prise du pouvoir, de n'importe quelle façon, afin d'accélérer le rythme de sa marche vers la réalisation de l'Anarchie ?* »

Pratiquement tout le monde a répondu négativement. Mais aucune réponse ne proposait d'alternative pratique à ce refus généralisé de la prise du pouvoir. Théorie et pratique anarchistes semblaient en plein divorce, à la veille du coup d'État militaire.

À la réunion plénière des Groupes Anarchistes de Barcelone de juin 1936, García Oliver défendit que l'organisation des groupes de défense, coordonnés en comités de défense de quartier, à Barcelone, était le modèle à suivre, en l'étendant à l'ensemble du territoire espagnol, et en coordonnant cette structure au niveau régional et national, pour constituer une **armée révolutionnaire** du prolétariat. Cette armée devait être complétée par la création d'unités de guérillas de cent hommes. De nombreux militants se sont opposés aux conceptions de García Oliver, bien plus enclins à la spontanéité des travailleurs qu'à l'organisation révolutionnaire disciplinée. Les convictions antimilitaristes de nombreux groupes d'affinité entraînèrent un refus quasi unanime des thèses du groupe Nosotros, et particulièrement de celles de García Oliver.

5. Comment ces Comités de Défense se sont-ils transformés en Milices Populaires et en Comités révolutionnaires de quartier ?

Le 19 juillet 1936, la garnison militaire de Barcelone comprenait environ six mille hommes, face aux presque deux mille de la Guardia de Asalto (Garde d'assaut) et aux deux cents « mossos d'escuadra » (police catalane). La Guardia Civil, dont personne ne savait avec certitude en faveur de qui elle se décanterait, comptait sur environ trois mille hommes. La CNT-FAI était formée d'environ **vingt mille militants, organisés en comités de défense de quartier**, prêts à prendre les armes. Elle s'engageait, devant la commission de liaison de la CNT avec la Generalitat et les militaires loyaux à la République, à arrêter les factieux avec seulement mille militants armés.

Ces groupes de défense subirent une double transformation en donnant d'une part les **milices populaires** qui ont constitué au cours des premières journées le front d'Aragon qui instaura la collectivisation des terres dans les villages d'Aragon libérés ; et, d'autre part, les **comités révolutionnaires** qui, dans chaque quartier de Barcelone, et dans chaque village de la Catalogne, ont imposé un « nouvel ordre révolutionnaire ». Comme les milices populaires et les comités révolutionnaires provenaient tous deux des groupes de défense, ils furent toujours très unis et en interaction. Ces comités locaux, dans certains villages, étaient le fruit du rapport de forces existant dans chaque localité, et parfois ils pouvaient être purement front populiste, sans aucune aspiration révolutionnaire.

Les comités révolutionnaires assumaient une importante tâche administrative, très variée, de l'émission de bons, de tickets pour la nourriture, de sauf-conduits, de laissez-passer, l'approvisionnement et l'entretien des hôpitaux à l'expropriation de la nourriture, des meubles et des bâtiments, le financement des écoles rationalistes et des ateneos (**centres culturels**) gérés par les Jeunesses Libertaires, la paie des miliciens ou de leur famille, etc.

6. Les Comités de Défense se sont transformés, à Barcelone, en comités révolutionnaires de quartier

Le vrai pouvoir exécutif était dans la rue, c'était le pouvoir du prolétariat en armes, exercé par les comités locaux, de défense et de contrôle ouvrier, qui expropriaient spontanément les usines, les ateliers, les immeubles et les propriétés ; qui organisaient, armaient et menaient au front les groupes de miliciens volontaires qu'ils venaient de recruter ; qui brûlaient les églises ou les transformaient en écoles ou en magasins ; qui formaient des patrouilles pour étendre la guerre sociale ; qui protégeaient les barricades, véritables frontières de classe contrôlant les allées et venues et représentant le pouvoir des comités ; qui faisaient fonctionner les usines, sans maîtres ni dirigeants, ou qui les transformaient en usines de guerre ; qui réquisitionnaient les voitures et les camions ou la nourriture pour les comités d'approvisionnement ; qui « promenaient » (liquidaient) les bourgeois, les fascistes et les curés ; qui percevaient les impôts révolutionnaires ou qui finançaient des travaux publics pour réduire le chômage ; qui substituaient les mairies républicaines totalement obsolètes en imposant partout leur autorité absolue dans tous les domaines, en ignorant les ordres de la Generalitat et du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA). La situation révolutionnaire se caractérisait par **une atomisation du pouvoir**.

À Barcelone, les comités de défense, transformés en comités révolutionnaires de quartier, n'ont suivi les consignes d'aucune organisation, quelle qu'elle soit et ont pris les initiatives que chaque situation exigeait. Ils ont organisé les hôpitaux, débordés par l'avalanche de blessés, ils ont créé des cantines populaires, ils ont réquisitionné des voitures, des camions, des armes, ils ont exproprié des usines, des immeubles, ils ont détenu des suspects **et ont créé un réseau de Comités d'approvisionnement dans chaque quartier, qui se sont coordonnés en un Comité Central d'Approvisionnement** de la ville, au sein duquel le Syndicat de l'Alimentation de la CNT a joué un grand rôle. La contagion révolutionnaire touchait tous les secteurs sociaux et toutes les organisations, qui se décançaient sincèrement en faveur de la nouvelle situation révolutionnaire. Cela a été la seule force réelle du Comité Central des Milices, qui apparaissait aux yeux du prolétariat armé comme l'organisme antifasciste qui devait diriger la guerre et imposer le nouvel ordre révolutionnaire.

Le 21 juillet, une séance plénière des syndicats locaux et régionaux avait renoncé à la prise du pouvoir, **comprise comme une dictature des leaders anarchistes**, et non point comme l'imposition, la coordination et l'extension **du pouvoir que les comités révolutionnaires** exerçaient déjà dans la rue. Fut décidée la création d'un Comité Central des Milices Antifascistes, ORGANISME DE COLLABORATION DE CLASSES, formé par l'ensemble des organisations antifascistes.

Le 24 juillet a lieu le départ des deux premières colonnes anarchistes dirigées l'une par Durruti et l'autre par Ortiz. Durruti prononça un discours à la radio où il prévenait qu'il fallait être vigilant face aux tentatives contre-révolutionnaires. Il fallait contrôler la situation révolutionnaire à Barcelone et aller « jusqu'au bout » après la prise de Saragosse.

À la Réunion plénière régionale du 26, il fut confirmé à **l'unanimité** que la CNT maintiendrait la même position que celle défendue le 21 juillet, celle de participer à l'organisme de collaboration de classes appelé CCMA. Lors de cette réunion du 26 fut créée une Commission d'Approvisionnement, dépendante du CCMA, à laquelle devaient se soumettre les différents comités d'approvisionnement qui avaient surgi un peu partout, et en même temps l'arrêt partiel de la grève générale fut aussi exigé. Le résumé des principaux accords qui se sont conclus à cette réunion plénière fut publié sous forme d'arrêté pour qu'il soit connu de tous et respecté.

Le Comité Central d'Approvisionnement était une institution fondamentale qui jouait un rôle indispensable par rapport aux ouvriers volontaires qui quittaient leur poste de travail pour aller combattre le fascisme en Aragon : **assurer en leur absence la nourriture de leurs familles qui ne percevraient plus le salaire hebdomadaire avec lequel elles vivaient.**

Ainsi, les comités révolutionnaires de quartier, à Barcelone, étaient formés de deux sections : **la section de défense et la section d'approvisionnement**, qui répondaient aux deux besoins essentiels du moment : les armes et la nourriture.

7. Qu'étaient les Patrouilles de Contrôle ?

Entre le 21 juillet et la mi-août 36, les patrouilles de contrôle se sont constituées comme police « révolutionnaire » qui dépendait du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA).

Seule la moitié environ de ceux qui faisaient partie des patrouilles de contrôle possédait la carte de la CNT ou faisait partie de la FAI ; l'autre moitié était affiliée aux autres organisations formant le CCMA : fondamentalement le POUM, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et le PSUC. Sur les onze délégués de section, il n'y en avait que quatre de la CNT : ceux de Pueblo Nuevo, Sants, San Andrés (Armonía) et Clot : quatre étaient de ERC, trois du PSUC et aucun du POUM.

Les patrouilles de Contrôle dépendaient du Comité d'Enquête du CCMA, dirigé par Aurelio Fernández (FAI) et Salvador González (PSUC). Sa section centrale était dirigée par deux délégués de Patrouilles, José Asens (FAI) et Tomás Fàbrega (Acció Catalana). Le salaire des membres des patrouilles, de dix pesetas par jour, était payé par la Generalitat. [...].

8. Quel a été le bilan du Comité Central des Milices Antifascistes ?

Le 26 septembre fut formé un gouvernement de la Generalitat auquel participaient des « consellers » -des ministres-anarchistes. Le 1er octobre, le CCMA fut dissous.

Les décrets du 9 et 12 octobre déclarèrent que tous les comités locaux qui avaient surgi le 19 juillet étaient dissous et qu'ils devaient être remplacés par de nouvelles mairies. La résistance des militants de la CNT, qui ne faisaient aucun cas des consignes des comités supérieurs ou des ordres du gouvernement de la Generalitat, menaça le **pacte antifasciste**. Les dirigeants anarchosindicalistes subissaient la pression de leurs militants qui n'avaient aucune envie de leur obéir et celle des forces antifascistes qui leur exigeaient de respecter et de faire respecter les décrets du gouvernement et de faire entendre raison aux « incontrôlés ».

Voilà quel était le véritable bilan du CCMA après neuf semaines d'existence : la dissolution des comités révolutionnaires locaux qui exerçaient tout le pouvoir dans la rue et les usines en faveur du rétablissement complet du pouvoir de la Generalitat. Il faut ajouter au bilan désastreux du CCMA les décrets signés le 24 octobre sur la militarisation des Milices et le décret sur les Collectivisations, c'est-à-dire la suppression des Milices ouvrières formées de volontaires révolutionnaires et leur transformation en armée bourgeoise classique. Et d'autre part, la transformation des expropriations et du contrôle des usines par le prolétariat en une économie tendant à être entièrement contrôlée et dirigée par la Generalitat.

9. L'hibernation des comités de défense en décembre 1936 et leur réorganisation en mars 1937

Début décembre 1936, la Fédération Locale des Syndicats Uniques de la CNT de Barcelone a débattu du rôle que devaient jouer les comités de défense à Barcelone.

La Fédération Locale imposa une vision strictement syndicale, qui ne voyait pas d'un bon œil l'importance qu'avaient acquise, dans les quartiers, les comités de défense et les comités d'approvisionnement. Elle considérait que leurs fonctions, un fois conclue et l'insurrection révolutionnaire et l'étape immédiatement postérieure, étaient provisoires et qu'elles devaient désormais être assumées par les syndicats.

En décembre 1936, les comités de défense étaient une entrave pour la politique gouvernementaliste des comités supérieurs de la CNT ; ils devaient donc hiberner et se soumettre aux syndicats, comme simples appendices, quelque peu gênants et inutiles.

Ce qui était en jeu, c'était le degré d'autonomie des comités de défense de quartiers par rapport aux syndicats. Il y avait ceux qui pensaient que les Comités Locaux de Défense devaient avoir leur propre personnalité et être totalement indépendants, en les considérant comme LA MILICE DE LA CNT, alors que d'autres pensaient qu'ils devaient entièrement se soumettre aux décisions de la Fédération Locale des Syndicats qui non seulement devait discuter de la situation et décider de comment agir, mais devait en plus garder les armes, contrôler les hommes et financer les Comités de Défense.

Le problème fondamental, d'après le Comité Régional de Catalogne, était le refus généralisé de la consigne de désarmement, de telle sorte qu'il en est arrivé, selon ses propres mots, à constater que « **les quartiers sont nos pires ennemis** ». Les comités de défense entrèrent alors dans une période d'hibernation.

L'entrée de la CNT dans le gouvernement de la Generalitat avait entraîné, début octobre, la création d'une Assemblée de Sécurité Intérieure, qui se caractérisait par une dualité conflictuelle de pouvoir sur les forces de l'ordre entre la CNT et le gouvernement de la Generalitat. Les Patrouilles de Contrôle perdirent leur autonomie et leur pouvoir de décision, alors que le Commissariat de l'Ordre Public, contrôlé par le PSUC et ERC, voyait son pouvoir de coercition augmenter, grâce au renforcement des corps des Gardes d'Assaut et de la Garde Nationale Républicaine (ancienne Garde Civile).

À la fin du mois de janvier 1937, les miliciens du PSUC-UGT abandonnèrent les Patrouilles de Contrôle et furent substitués par des membres de la CNT, d'ERC et du POUM. La perspective de la fin des Patrouilles de Contrôle, remplacées par un nouveau Corps Unique de Sécurité, ce qui fut décrété le 4 mars 1937, entraînait la fin de l'hégémonie de la CNT sur les tâches policières et répressives à l'arrière.

Les syndicats comprirent qu'il fallait absolument réorganiser les comités de défense, dans les quartiers, pour organiser l'affrontement qui semblait alors inévitable.

10. Pourquoi le contrôle de l'approvisionnement a-t-il été perdu ? Que fut la « guerre du pain » ?

Le 20 décembre 1936, le stalinien Comorera, Conseiller (Ministre) de l'Approvisionnement, prononça un discours important, en catalan, à Barcelone.

Comorera défendit le besoin d'un gouvernement fort, ayant pleins pouvoirs, capable de faire appliquer les décrets pour qu'ils ne restent pas lettre morte, comme cela avait été le cas avec le premier gouvernement Tarradellas, auquel avait participé Nin comme représentant du POUM. Un gouvernement fort, capable de mener à bien une politique militaire efficace, regroupant toutes les forces existantes sur le front.

Comorera attribuait le manque de nourriture et l'augmentation de son prix aux Comités de défense, et non au fait que les grossistes et les commerçants s'en accaparaient et spéculaient. C'était le discours qui justifiait et expliquait le mot d'ordre sur les pancartes et les tracts des manifestations de femmes fin 36, début 37 : « **plus de pain et moins de comités** », manifestations organisées et manipulées par le PSUC. C'était l'affrontement entre deux politiques d'approvisionnement opposées, celle du PSUC et celle du Syndicat de l'Alimentation de la CNT. Ce dernier, par le bais des treize magasins d'approvisionnements des quartiers, gardés par les comités révolutionnaires de quartier (ou plus exactement par leur section de défense) fournissait gratuitement de la nourriture aux cantines populaires où pouvaient se rendre les chômeurs et les membres de leurs familles. Il s'occupait également de centres d'attention aux réfugiés dont le nombre tournait autour de 220 000 personnes en avril 1937 à Barcelone. C'était un réseau d'approvisionnement qui faisait concurrence aux détaillants qui n'obéissaient qu'à la loi de l'offre et de la demande afin d'éviter surtout l'augmentation du prix des produits qui auraient été alors inaccessibles pour les travailleurs et, cela va de soi, pour les chômeurs et les réfugiés. Le marché noir était la grande affaire des détaillants qui faisaient bombance grâce à la faim de la majorité de la population. La **guerre du pain** de Comorera contre les comités d'approvisionnement de quartiers ne visait qu'à enlever aux comités de défense toute parcelle de pouvoir, même si cette guerre impliquait le désapprovisionnement de Barcelone et la pénurie alimentaire.

Comorera conclut son discours par un appel à la responsabilité de toutes les organisations afin d'obtenir une forte unité antifasciste. Pour bien comprendre le discours de Comorera, il faut tenir compte de la stratégie, défendue par Gerö (LE DÉLÉGUÉ DE MOSCOU DANS LE PSUC), de mener une politique **SÉLECTIVE** par rapport au mouvement anarchiste, qui consistait à intégrer les dirigeants anarchistes dans l'appareil d'État, tout en réprimant de façon terrible les secteurs révolutionnaires qualifiés de façon infamante d'incontrôlés, de gangsters, d'assassins, d'agents provocateurs et d'irresponsables ; secteurs que **Comorera identifiait très clairement aux comités de défense**.

Les magasins d'approvisionnement des comités de quartier contrôlaient ce que les détaillants allaient recevoir comme marchandises et leur prix de vente au public, après que les besoins « révolutionnaires » du quartier aient été satisfaits, celui, donc, des malades, des enfants, des chômeurs, des cantines populaires, etc.

Comorera défendait le marché libre et la disparition de ces comités révolutionnaires de quartier. Il savait de plus qu'une chose allait de pair avec l'autre et **que sans supprimer les comités de défense, le marché libre n'était que chimère.**

Un approvisionnement rationnel, prévoyant et suffisant de Barcelone et de la Catalogne aurait signifié l'acceptation des prétentions du Conseller –ministre- de l'économie de la CNT, Fàbregas, qui, entre le mois d'octobre et de décembre a bataillé inutilement, dans les réunions ministérielles de la Generalitat, pour obtenir le monopole du commerce extérieur, face à l'opposition des autres forces politiques. Pendant ce temps-là, sur le marché des céréales de Paris, dix ou douze grossistes se faisaient concurrence et faisaient monter les prix. Mais ce monopole du commerce extérieur, qui n'était même pas une mesure de caractère révolutionnaire, mais seulement une mesure adaptée à une situation urgente due à la guerre, allait à l'encontre de la philosophie du marché libre, défendue par Comorera.

Il y avait un lien entre les queues pour acheter du pain à Barcelone et la concurrence irrationnelle des grossistes sur le marché des céréales à Paris. Lien qui aurait été brisé avec le monopole du commerce extérieur. Avec la politique du marché libre de Comorera, ce lien s'est renforcé. Mais qui plus est, le PSUC a encouragé la spéculation des commerçants, qui ont implanté une véritable dictature sur le prix de tous les aliments, en s'enrichissant sur le dos des travailleurs affamés.

11. Comment et pourquoi ces Comités de Défense se sont-ils radicalisés en avril 37 ?

Le dimanche 11 avril, au meeting de l'arène de La Monumental de Barcelone, il y avait des pancartes qui exigeaient la liberté des nombreux prisonniers antifascistes, la plupart de la CNT. Federica Montseny (dirigeante de la CNT) fut huée et sifflée. Les cris favorables à la liberté des prisonniers redoublèrent. Les comités supérieurs accusèrent de « sabotage » le Regroupement des Amis de Durruti. Federica, très offensée, menaça de ne plus faire de meeting à Barcelone.

Le lundi 12 avril 1937 eut lieu à la Casa CNT-FAI une réunion plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, à laquelle assistèrent les groupes de Défense de la confédération et des Jeunesses Libertaires.

Le groupe 12, du quartier de Gracia, présenta une proposition par écrit qui disait :

« La réunion, qui a pris en compte, après une large discussion, les résultats de neuf mois de politique ministérielle, qui a constaté l'impossibilité de gagner la lutte armée sur les fronts contre le fascisme sans faire dépendre tous les intérêts particuliers, économiques, politiques et sociaux, de l'objectif suprême de la guerre, qui considère que seule la socialisation totale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture permet d'écraser le fascisme, qui considère que n'importe quelle forme de gouvernement est par essence réactionnaire, et donc opposée à la révolution sociale a décidé de :

- 1. Retirer tous les hommes qui occupent actuellement une place dans les instances antifascistes gouvernementales.*
- 2. S'engager à constituer un comité révolutionnaire antifasciste pour coordonner la lutte armée contre le fascisme.*
- 3. Socialiser immédiatement l'industrie, le commerce et l'agriculture.*
- 4. Implanter une carte de producteur, (carte de rationnement prétendant favoriser les travailleurs au détriment des rentiers et des bourgeois). Mettre en route la mobilisation générale de tous les hommes capables de manier une arme et les instruments de travail sur le front et à l'arrière.*
- 5. Et enfin, faire sentir à tout le monde le poids inflexible de la discipline révolutionnaire pour bien montrer que l'on ne plaisante pas avec les intérêts de la révolution sociale ».*

La bureaucratie s'était vue débordée par cette réunion. À cette réunion plénière étaient intervenus les Comités de Défense de Barcelone, ou ce qui revient au même, la délégation des comités révolutionnaires de quartier, ainsi que les Jeunesses Libertaires, qui radicalisèrent, sans aucun doute, les accords qui avaient été pris.

Et cette FAI de Barcelone, avec les sections de défense des comités révolutionnaires de quartier et les Jeunesses Libertaires, malgré la scandaleuse et hystérique opposition de certains bureaucrates, avait décidé d'en finir avec le collaborationnisme, de retirer les ministres anarchistes du gouvernement de la Generalitat et de constituer un Comité révolutionnaire qui dirigerait la guerre contre le fascisme. **C'était un pas décisif vers l'insurrection révolutionnaire qui éclata le 3 mai 1937.**

La réunion plénière constatait, d'autre part, qu'il y avait un fossé idéologique, pas tant entre la CNT et la FAI, mais entre révolutionnaires et collaborationnistes pouvant aboutir à une scission organisationnelle au sein du mouvement libertaire et qui se manifestait par l'opposition croissante entre les comités de quartier, certains groupes anarchistes et les Jeunesses Libertaires, d'une part, et les comités supérieurs, dont les objectifs étaient totalement différents, d'autre part.

Cette radicalisation était le fruit d'une situation de plus en plus insoutenable dans la rue. Le 14 avril, une manifestation de femmes, qui cette fois n'était pas manipulée par le PSUC, partit de La Torrassa (un quartier d'Hospitalet, banlieue de

Barcelone de tradition anarchiste) pour parcourir les différents marchés des quartiers barcelonais de Collblanc, Sants et Hostafrancs, pour protester contre le prix du pain et de la nourriture en général. Cette manifestation s'adressa au Comité Révolutionnaire de la Place España pour qu'il intervienne dans l'affaire. Les manifestations et les protestations s'étendirent à presque tous les marchés de la ville. Plusieurs boutiques et plusieurs boulangeries furent pillées. Les quartiers ouvriers de Barcelone, affamés, étaient sortis dans la rue pour manifester leur indignation et pour exiger des solutions.

12. Quel rôle ont joué les Comités de Défense en mai 1937 ?

Le lundi 3 mai 1937, vers 14h45, trois camions de gardes d'assauts, armés jusqu'aux dents, s'arrêtèrent devant le siège de la centrale téléphonique, place Catalogne. Ils étaient dirigés par Eusebio Rodríguez Salas, militant du syndicat UGT, stalinien convaincu, responsable officiel du commissariat de l'ordre public. Le bâtiment de la centrale téléphonique avait été exproprié par la CNT le 19 juillet 1936.

Le contrôle des appels téléphoniques, la surveillance des frontières et les patrouilles de contrôle étaient le cheval de bataille qui, depuis janvier, avait provoqué divers incidents entre le gouvernement républicain de la Generalitat et la CNT.

Rodríguez Salas voulut prendre le bâtiment de la centrale téléphonique. Les militants de la CNT des premiers étages, pris par surprise, furent désarmés ; mais les militants de la CNT des étages supérieurs organisèrent leur résistance grâce à une mitrailleuse placée à un point stratégique. La nouvelle se répandit très rapidement. EN MOINS DE DEUX HEURES, des barricades furent dressées dans toute la ville.

On ne peut pas parler de réaction spontanée de la classe ouvrière de Barcelone, parce que la grève générale, les affrontements armés avec les forces de police et les barricades **furent le fruit de l'initiative prise par les comités de défense**, qui furent rapidement suivis vu le mécontentement généralisé, les problèmes financiers croissants de la population causés par la vie chère, les queues et le rationnement, et vu les tensions chez les militants de base de la CNT entre les collaborationnistes et les révolutionnaires. La lutte dans les rues fut impulsée et menée par les comités de défense des quartiers, sans aucune intervention des COMITÉS SUPÉRIEURS.

Les comités de quartier déchaînèrent et dirigèrent l'insurrection du 3 au 7 mai 1937 à Barcelone. Et il ne faut pas confondre les comités de défense des quartiers avec une « spontanéité des masses » ambiguë et imprécise, dont parle l'historiographie officielle.

Andrés Nin, secrétaire politique du POUM, dans un article écrit le 19 mai 1937, en parle ainsi :

« Les journées de mai à Barcelone ont fait revivre certains organismes qui, au cours de ces derniers mois, avaient joué un certain rôle dans la capitale catalane et dans certaines villes importantes : les Comités de Défense. Il s'agit d'organismes de type technico-militaire, formés par les syndicats de la CNT. Ce sont eux, en réalité, qui ont dirigé la lutte, et qui étaient, dans chaque quartier, le centre d'attraction et d'organisation des ouvriers révolutionnaires ».

Les Amis de Durruti n'ont pas initié l'insurrection, mais ils furent les combattants les plus actifs sur les barricades, ils distribuèrent un tract qui exigeait la substitution du Gouvernement de la Generalitat par une Junte Révolutionnaire.

Les travailleurs de la CNT, désorientés par les ordres de « cessez-le-feu » de leurs dirigeants (les mêmes dirigeants que le 19 juillet !!!), abandonnèrent finalement la lutte bien qu'au début ils n'avaient fait aucun cas des appels à l'entente et à l'abandon de la lutte, sous prétexte d'unité antifasciste.

13. Comment furent dissous les Comités de Défense ?

Les comités révolutionnaires de quartier, à Barcelone, sont apparus le 19-20 juillet et ont perduré au moins jusqu'au 7 juin 1937, lorsque les forces de l'ordre restaurées de la Generalitat ont dissous et occupé les divers centres des Patrouilles de Contrôle, et en passant, plusieurs sièges des comités de défense, comme celui du quartier des Corts. Malgré le décret qui exigeait la disparition de tous les groupes armés, la plupart a résisté jusqu'en septembre 1937, lorsqu'ils furent systématiquement dissous et que les bâtiments qu'ils occupaient furent pris d'assaut, un par un. Le dernier siège, le plus important et le plus fort, fut le siège du comité de défense du Centre, aux Escolapios de San Antonio, qui fut pris d'assaut le 20 septembre 1937 par les forces de l'ordre public, avec tout un arsenal de mitrailleuses, de grenades, de tanks et de canons. Cependant, la résistance des Escolapios n'a pas pris fin à cause des coups de feu, mais parce que le Comité Régional leur donna l'ordre de déloger le bâtiment.

Dès lors, les Comités de Défense, camouflés sous le nom de Sections de coordination et d'information de la CNT, se consacrèrent exclusivement à des tâches clandestines d'enquêtes et d'information, comme avant le 19 juillet, mais à présent, en 1938, dans une situation nettement contre-révolutionnaire.

Ils eurent également une publication clandestine, *Alerta... !* Entre octobre et décembre 1937, 7 numéros furent publiés. Ce qui revenait dans cette publication, c'était la solidarité avec les « prisonniers révolutionnaires » en exigeant leur libération ; l'information sur les abus staliniens à la Prison Modelo de Barcelone ; la critique du collaborationnisme et la politisation de la FAI ; la dénonciation de la désastreuse politique de guerre du gouvernement Negrin-Prieto et de la prédominance stalinienne au sein de l'armée et des appareils de l'État. Dans cette publication, il y a eu des saluts fraternels envers les Jeunesses Libertaires et le regroupement Les Amis de Durruti. L'une des caractéristiques indélébiles de cette publication était les appels constants à la Révolution et à ce que les comités supérieurs abandonnent tous leurs postes parce que, disait-elle, :

« La révolution ne peut se faire depuis l'État, mais contre l'État ». Le dernier numéro, datant du 4 décembre, dénonçait les Tchekas staliniennes et la persécution brutale des militants de la CNT en Cerdagne.

14. Conclusion

En 1938, les révolutionnaires étaient sous terre, en prison ou dans la clandestinité la plus absolue. Ce n'est pas la dictature de Franco qui a mis un terme à la révolution, mais la République de Negrin.

Les révolutions sociales, les tentatives de réorganisation de la production et de la société sur de nouvelles bases, sont extrêmement rares dans l'histoire. Au-delà des circonstances dans lesquelles elles ont surgi, elles nous apportent toujours une expérience irremplaçable, tant par leur succès que par leur échec. Le grand enseignement de la révolution de 1936 a été le besoin incontournable de détruire l'État et de réprimer la contre-révolution. En reprenant la terminologie des Amis de Durruti : « les révolutions sont totalitaires ou sont défaites ».

Agustín Guillamon
chbalance@gmail.com

Traduit en Français par Eulogio Fernández

[Texte de la présentation du livre "Les comités de défense de la CNT à Barcelone (1933-1938)"*, lue le 3 décembre 2011, Salle du Sénéchal à Toulouse].

* Ce livre est pour l'instant édité qu'en langue espagnole